

Synode national 2004

Décision 36 – Vœu N° 1 : Pauvreté

Philippe Dervieux (CAG) rappelle qu'un vœu du même ordre a été par le Synode de Bordeaux l'année dernière.

Françoise Prabonnaud (SO) donne lecture de ce vœu :

* Selon le rapport de l'Observatoire national de la pauvreté rendu le 8 avril 2004 :

- en 30 ans, la pauvreté avait été divisée par deux. Depuis 3 ans, elle regagne du terrain, en particulier parmi les familles monoparentales et les personnes handicapées.

- en 30 ans, le nombre de salariés en situation de pauvreté a augmenté de 38%.

- depuis 2 ans, le nombre de bénéficiaires du RMI est reparti à la hausse, après une baisse sur plusieurs années.

- ...

* L'inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS), dans son rapport remis au ministre le 11 mai 2004 :

- souligne l'incohérence des politiques publiques, en particulier la diminution des crédits alloués à l'insertion professionnelle.

- fait le constat de l'empilement de dispositifs, de plans successifs mal articulés entre eux et du cloisonnement entre les ministères chargés de la lutte contre les exclusions.

- déplore la mauvaise articulation entre les différents acteurs de la politique de lutte contre les exclusions (Etat, collectivités territoriales et autres partenaires).

- constate l'échec de la politique de prévention des expulsions et que seulement 0,57% du parc HLM est concerné par l'attribution de logements aux plus démunis.

Face à ce constat, le Synode national de l'Eglise réformée de France, réunie dans le Cognaçais du 20 au 23 mai 2004,

- rappelle le cri d'alarme poussé par les grands réseaux associatifs, dans lesquels sont impliqués un grand nombre d'œuvres et mouvements protestants,

- demande au Conseil national de l'Eglise réformée de France en lien avec le conseil de la Fédération protestante de France, de s'adresser aux responsables politique de notre pays, pour :

* attirer leur attention sur la forte aggravation de la situation sociale en France depuis quelques années,

* leur demander de redonner tout son sens au terme « d'urgence sociale, en se faisant les acteurs de la mise en œuvre d'une réelle et vigoureuse volonté politique destinée à mettre un frein à la dérive dramatique qui se traduit par un accroissement inquiétant du nombre de nos concitoyens, parmi les plus faibles, réduits à la survie ?

* appelle chaque Eglise locale à prendre conscience de cette situation et à faire un pas vers toutes ces personnes en difficulté.

(68 voix pour, 1 contre)